Implémentation des sanctions : comment renforcer et affiner les processus de détection et de contrôle ?

- > Comment renforcer et compléter le KYC pour mieux gérer le risque sanctions ?
- > Contournement des sanctions : comment évolue la notion de "contrôle par d'autres moyens" ?
- > Analyse du risque sanctions : comment faire un travail pertinent et utile ?

Taulant Avdija,

Associé, Responsable
Regulatory & Compliance
Suisse,
BDO SA, Genève

Diane de Sénépart,

Assistant manager,
KPMG Suisse, Genève

Oscar Luescher,

Senior consultant,
KPMG Suisse, Genève

Olivier Maes,

Executive Director,
Governance, Risk and
Compliance Services,
Forvis Mazars, Zurich

Dr. Valérie Menoud,

Avocate associée,
Lenz & Staehelin, Genève

Marina Voloshinovskaya,

Avocate,
Lenz & Staehelin, Genève

8.30 La FINMA et les sanctions

- Que sait-on des revues sur les sanctions commerciales effectuées par la FINMA ?

Taulant Avdija

QUI FAUT-IL SURVEILLER ?

8.40 La vigilance particulière portée aux personnes associées à des personnes sanctionnées : qui inclure dans ce cercle ?

- Quelles différences avec les proches / associées de PEP ?

Taulant Avdija

9.00 Pour appréhender les sanctions sectorielles qui ne visent pas une liste de personnes, comment réduire le problème en constituant un groupe de clients (et leurs sociétés) concernés par ces sanctions qu'il faudra suivre d'une manière particulière ?

- Quelles peuvent être les différentes catégories de personnes et de sociétés susceptibles d'être touchés par les sanctions sectorielles : nexus Russie, nexus activités
- Les directives internes doivent décrire le traitement spécifique des transactions émanant des comptes de sociétés appartenant au nexus en question

Taulant Avdija

COMPLÉTER LES KYC

9.30 Le renforcement du KYC pour mieux gérer le risque de sanctions

- Que fait le client : quelles informations collecter, formaliser, screener, évaluer ; effet sur le risk scoring du client
- Le financement du client : origine des capitaux
- La due diligence sur les contreparties : qu'ont fait les banques ?
- Comment compléter les questionnaires KYC initiaux en incluant des questions spécifiques relatives aux sanctions

Diane de Sénépart et Oscar Luescher

CONTOURNEMENTS DE SANCTIONS

10.10 Détecter les contournements de sanctions : quelles pratiques constituent des contournements ? Quelles actions systématiques faut-il mettre en place ?

- Les dons faits avant 2022, ou après, par des personnes non sanctionnées qui le sont devenues ensuite
- La constitution de trusts par des personnes non sanctionnées qui le sont devenues
- Comment connaître le « vrai » settlor d'un trust : au moment des distributions aux bénéficiaires sur la base des relations entre les bénéficiaires et le settlor apparent ? ou avant et comment ?
- La diminution de la participation au capital de personnes sanctionnées dans des entreprises
- Les contournements de sanctions commerciales / sectorielles
- Faut-il étudier systématiquement tous les changements intervenus avant l'inscription de la personne sur la liste de personnes sanctionnées ? Quels changements sont des indices de contournement anticipé des sanctions ?

Olivier Maes

10.50 Pause-café

11.10 Contrôle par d'autres moyens : interprétation de la notion et pratique récente

- Les bases de la notion: cadre juridique et pratique;
- Enseignements de l'arrêt du TAF du 29 juillet 2024;
- Quelques cas pratiques.

Dr. Valérie Menoud et Marina Voloshinovskaya

REGARDER À TRAVERS LES TRUSTS ?

11.40 Les conséquences du fait que l'OFAC a ignoré (look through) des trusts établis par des oligarques

- L'OFAC pratique toujours le look through ou seulement dans des circonstances particulières ? lesquelles ?
- L'OFAC attend-elle que les institutions financières pratiquent le look through par rapport aux trusts et aux fondations ?
- Quelle est la doctrine du SECO en matière de respect (ou au contraire look through) de l'institution juridique du trust pu de la fondation ? Ces institutions font-elles écran ou pas avec la personne sanctionnée ou pas ?

Olivier Maes

ANALYSE DU RISQUE SANCTIONS

12.00 L'analyse du risque sanctions : problèmes pratiques

- Quels sont les risques inhérents ? Comment évaluer la probabilité et le coût des risques inhérents liés aux sanctions ?
- Comment définir et déterminer/calculer la tolérance au risque de sanctions ? notamment la tolérance au risque de sanction sectorielle ?
- L'analyse du risque sanction est-elle obligatoire ? Dès aujourd'hui ? Ou faut-il attendre la nouvelle LBA 2026 ?

Diane de Sénépart et Oscar Luescher

12.30 OFAC risk assessment : mode d'emploi, que font les banques suisses ?

- Pourquoi s'assurer de considérer un risk assessment correspondant aux normes de l'OFAC ?
- Qu'est-ce qu'un risk assessment de l'OFAC et quelles sont les différentes parties de celui-ci ?

Olivier Maes

LES FACILITATEURS DES CONTOURNEMENTS SONT VISÉS

12.45 L'OFAC s'attaque aux facilitateurs (« enablers ») : avocats, fiduciaires, trustees

- Quelles sont les leçons à tirer de certains cas en Europe ?
- Cas allant de trustees, fiduciaires à des avocats

Olivier Maes

13.00 Fin du séminaire

Implémentation des sanctions : comment renforcer et affiner les processus de détection et de contrôle ?

Informations pratiques

Renseignements et inscriptions

par tél: +41 (0)22 849 01 11
 par e-mail: info@academyfinance.ch
 par courrier: Academy & Finance SA,
 Rue Neuve-du-Molard 3, CP 3039
 CH-1211 Genève 3
 www.academyfinance.ch

Lieu de la conférence

Hôtel Président
 47 quai Wilson, Genève

Visio conférence

Le lien Zoom sera envoyé le 10 novembre après-midi.

Prix

620 CHF (+ TVA 8.1%)
 Inscriptions supplémentaires de la même société : -50%

Inscription et paiement

Règlement par virement bancaire ou par carte de crédit. Le montant facturé sera débité dès réception des informations relatives à la carte. Dans tous les cas, une facture vous sera transmise par email.

Annulation

Les annulations reçues avant le 4 novembre 2025 seront remboursées à hauteur de 100%. Les annulations reçues après le 4 novembre ne seront pas remboursées. Pour être prise en compte, toute annulation doit être formulée par écrit (email, courrier ou télécopie) avant la conférence. Si l'annulation n'est pas reçue par courrier ou par fax avant la conférence, le montant total de l'inscription sera dû. Un remplacement est admis à tout moment. Il doit être communiqué par écrit avant la conférence.

Bulletin d'inscription

Je m'inscris à la conférence "Implémentation des sanctions : comment renforcer et affiner les processus de détection et de contrôle ?" à Genève le 11 novembre 2025.

Je participerai : en présentiel online (Zoom)

Pour plus de confort, inscrivez-vous par téléphone au +41 (0)22 849 01 11.

1^{ER} INSCRIT

Prénom et nom

Fonction

E-mail.....

2^{ÈME} INSCRIT (-50%)

Prénom et nom

Fonction

E-mail.....

Société.....

Adresse.....

Code postal..... Ville

Tél

Nom et adresse email de la personne responsable du paiement de la facture

.....

Virement bancaire Mastercard VISA

N° de carte: ____/____/____/____ Date d'expiration: ____/____

Nom du détenteur de la carte

Date

Signature.....

Les organisateurs se réservent le droit de modifier le programme si, malgré tous leurs efforts, les circonstances les y obligent.